

L'insécurité alimentaire dans un système défaillant



Nous reconnaissons qu'à la Banque d'alimentation d'Ottawa, nous opérons sur le territoire traditionnel, non cédé de la Nation algonquine anishinaabe. Cette terre a servi de lieu de rassemblement et de source de subsistance pour le peuple algonquin depuis d'innombrables générations.

En reconnaissant ce territoire, nous reconnaissons également les liens profonds qui unissent les communautés autochtones à la nourriture, à la terre et à l'eau. Les systèmes alimentaires autochtones ne se limitent pas au simple fait de se nourrir; ils incarnent la culture, l'identité et une profonde interconnexion avec le monde naturel. La colonisation a perturbé ces systèmes, affectant la souveraineté alimentaire autochtone par le déplacement des terres et la dégradation des ressources traditionnelles. Les forces coloniales ont créé et continuent de maintenir des systèmes défaillants — dans les domaines de l'alimentation, du logement, de l'éducation, des soins de santé, de la justice et des services sociaux — qui sont tous liés à l'insécurité alimentaire aujourd'hui.

La lutte menée aujourd'hui contre l'insécurité alimentaire nous rappelle la nécessité constante de soutenir et d'autonomiser les communautés autochtones afin qu'elles puissent revendiquer leur droit de régir leurs propres systèmes alimentaires. Nous nous engageons à établir des relations respectueuses et à soutenir les voies menant à un accès équitable à la nourriture, à la terre et aux ressources.

Des solutions provisoires à une crise systémique

Cette année, l'état d'urgence d'insécurité alimentaire à Ottawa a mis en évidence un fait impossible à ignorer : plusieurs systèmes sont défaillants.

Les banques alimentaires d'urgence n'ont jamais été conçues pour être le pilier du filet de sécurité sociale d'une ville. Pourtant, c'est exactement ce qu'est devenu le réseau de 71 organismes membres : un service essentiel pour des milliers de personnes, dépourvu de financement stable et de reconnaissance. Jamais nous n'aurions imaginé que les visites dans les banques alimentaires atteindraient de tels niveaux. Plus d'un ménage sur quatre dans notre ville est aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire et, pour la première fois de notre histoire, nous avons dû faire des choix difficiles quant à la manière de répartir le peu dont nous disposons au sein du réseau.

Au cœur de cette crise, nous avons pu constater une détermination extraordinaire. Les organismes ont collaboré, mis en commun leurs produits alimentaires et leurs connaissances, et trouvé des moyens de maximiser chaque dollar. Les bénévoles ont emballé, trié et livré avec soin. Un nombre record de donateurs, de donatrices et d'entreprises locales ont apporté leur soutien. Ensemble, nous avons fourni de la nourriture et refusé de fermer les yeux sur le problème plus profond : la faim n'est pas inévitable; elle est le résultat d'un échec au niveau des politiques.

C'est pourquoi nous continuons de faire entendre notre voix pour réclamer ce qui est vraiment nécessaire : des taux d'aide sociale plus élevés, des logements vraiment abordables, un meilleur soutien en matière de santé

mentale et des aides au revenu qui sortent les gens de la pauvreté plutôt que de les y enfermer.

Notre mission n'est pas seulement de répondre à la faim, mais aussi de mettre fin à l'insécurité alimentaire. Nous envisageons un avenir où les banques alimentaires d'urgence de notre réseau ne seront plus une nécessité régulière.

Lorsque nous communiquons notre objectif de mettre fin à l'insécurité alimentaire dans notre ville d'ici 2050, beaucoup disent que ce n'est pas réaliste, que la faim existera toujours ici et dans tout le pays. Nous contestons cette hypothèse. Pourquoi nous contenterions-nous de moins qu'une ville où tout le monde s'épanouit? Notre communauté mérite mieux que de se contenter de « l'inévitable ». La faim n'est pas une fatalité.

Notre nouveau plan stratégique, à la Banque d'alimentation d'Ottawa, réaffirme notre engagement en faveur d'une ville sans insécurité alimentaire. Il remet en question l'hypothèse selon laquelle l'insécurité alimentaire fait partie intégrante de notre communauté et affirme qu'ensemble, nous pouvons et devons faire mieux.

Si vous lisez ceci, vous contribuez à la réalisation de ce plan. Ensemble, nous pouvons répondre aux besoins urgents d'aujourd'hui tout en mettant en place des systèmes qui rendent l'insécurité alimentaire peu répandue, de courte durée et facile à résoudre.



Rachael Wilson
Direction générale
La Banque d'alimentation d'Ottawa



1 ménage sur 15 était en situation d'insécurité alimentaire en 2017



1 ménage sur 7 était en situation d'insécurité alimentaire en 2022



1 ménage sur 4 était en situation d'insécurité alimentaire en 2023

Plus d'un quart (25,7 %) des ménages ont connu l'insécurité alimentaire en 2024^[1]

Notre travail

À la Banque d'alimentation d'Ottawa, nous soutenons un réseau de 71 organismes membres qui gèrent 98 programmes alimentaires.

Ensemble, une mission nous unit : mettre fin à l'insécurité alimentaire chronique à Ottawa. Le réseau fournit une aide alimentaire d'urgence, notamment des produits d'épicerie, des repas et des collations adaptés à la culture des familles, des enfants, des personnes âgées et des membres de notre communauté.

Les banques alimentaires ont été créées pour pallier temporairement la crise et font désormais partie intégrante du filet de sécurité sociale. Depuis plus de 40 ans, les banques alimentaires d'Ottawa et de tout le Canada fournissent une aide d'urgence alors que les taux d'insécurité alimentaire continuent d'augmenter. Il nous est impossible de substituer des salaires acceptables, des aides au revenu solides, des logements très abordables et un réseau professionnel décent pour combler les lacunes laissées par des systèmes défaillants, et nous plaçons en faveur de solutions stratégiques durables qui mettront fin à l'insécurité alimentaire.

COMBATTRE LES SYMPTÔMES DES SYSTÈMES DÉFECTUEUX

L'insécurité alimentaire n'est pas inévitable. Ce sont les systèmes défaillants qui la créent, et ce sont les systèmes solides qui y mettent fin.

Les banques alimentaires peuvent :

- fournir une aide alimentaire d'urgence;
- faciliter l'accès des personnes aux mesures de soutien;
- collaborer étroitement avec les membres de leur communauté;
- repérer les défaillances des systèmes;
- plaider en faveur du changement.

Les banques alimentaires ne peuvent pas :

- fixer les salaires;
- construire des logements;
- mettre fin à la discrimination.

2025 EN CHIFFRES

L'insécurité alimentaire ne s'améliore pas, elle se maintient à des niveaux d'urgence.



2,1 millions
de repas servis



588 866
visites enregistrées auprès des
organismes membres du réseau



37 %
of des personnes
qui visitent le réseau
sont des enfants



101 %
plus de visites
depuis 2019



Plus de 21 300
heures de bénévolat

Plus de 2 670
bénévoles

Au-delà de l'alimentation : des soutiens complets

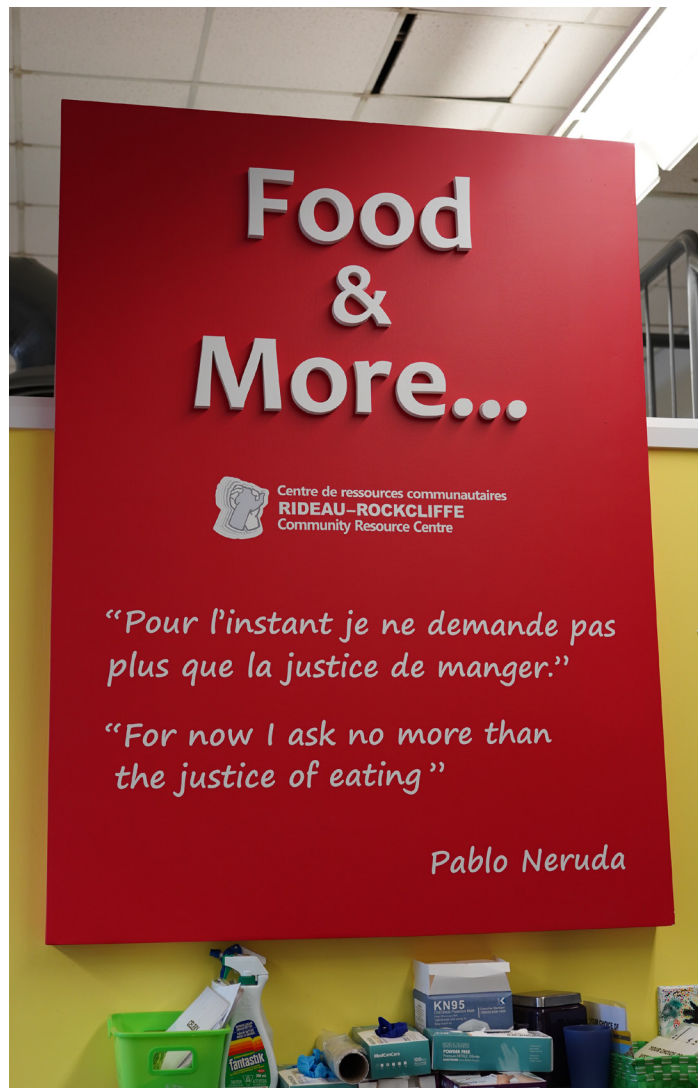
Les difficultés à se payer de la nourriture sont souvent le symptôme d'un problème plus large : une perte d'emploi, un loyer trop élevé, des urgences médicales ou des lacunes au niveau des mesures de soutien publiques. C'est pourquoi les organismes membres jouent un rôle plus large au sein de leurs communautés, en aidant les personnes à accéder à toute une gamme de mesures de soutien au-delà de celles liées à l'alimentation.

En 2025, les trois principaux besoins non alimentaires définis par les personnes ayant recours aux banques alimentaires étaient le logement, le soutien en matière de santé physique et mentale, ainsi que l'aide financière et l'aide à l'emploi. Les organismes membres ont consacré en moyenne 21 heures

par semaine à répondre à ces besoins non alimentaires au cours de l'année dernière, soit plus de 2 300 heures par semaine pour l'ensemble du réseau.

« La première conversation peut porter sur ce qui manque dans le garde-manger. Mais une fois que les gens se sentent en sécurité, ils commencent à s'ouvrir sur tout le reste : les pressions liées au loyer, les barrières linguistiques, les préoccupations en matière de santé, les pertes d'emploi. C'est là qu'entrent en jeu les soutiens complets. »

– ALINE ABDULNOUR, CENTRE DE RESSOURCES COMMUNAUTAIRES
RIDEAU-ROCKCLIFFE



HISTOIRES DU RÉSEAU

Centre de ressources communautaires Rideau-Rockcliffe (CRCRR)

Le CRCRR soutient depuis plus de 40 ans les habitants et habitantes de l'un des quartiers les plus diversifiés et les plus défavorisés d'Ottawa. La nourriture attire les gens, mais leurs besoins ne s'arrêtent généralement pas là. Grâce à l'initiative de soutiens complets (*Wrap-Around Support Initiative* [WASI]), le personnel aide la clientèle à accéder à des services de logement et de santé mentale, à s'y retrouver dans les prestations sociales et à obtenir des services d'aide à l'emploi et aux personnes nouvellement arrivées au pays. Il s'agit d'un modèle pratique et digne qui répond aux besoins des gens dans leur lieu de vie. Dans le cadre d'une évaluation réalisée en 2024 auprès des organismes membres participant à la WASI, 93 % des personnes ont déclaré que leur niveau de stress avait diminué après avoir rencontré une personne chargée des soutiens complets, 88 % se sentaient mieux à même de faire face aux défis quotidiens et près de 70 % ont dit que les liens qu'elles entretenaient avec leur communauté étaient devenus plus forts. « Les gens se tournent vers les banques alimentaires non seulement pour se nourrir, mais aussi pour trouver de la stabilité, de la dignité, un sentiment d'appartenance et des conseils pour s'y retrouver dans des systèmes complexes, » explique Sebastian Gaissert, directeur général du CRCRR. « Les banques alimentaires peuvent ouvrir la porte, mais les gens ont besoin que toute la communauté se mobilise derrière cette porte pour les aider à aller de l'avant. »

Qui vit l'insécurité alimentaire à Ottawa ?

L'insécurité alimentaire touche plus de ménages que jamais auparavant. La situation, qui concernait autrefois principalement les personnes bénéficiant de l'aide sociale ou les adultes célibataires, touche désormais les personnes nouvellement arrivées au Canada, les personnes âgées et les familles salariées qui ont encore du mal à joindre les deux bouts. L'insécurité alimentaire survient lorsque le coût de la vie (logement, nourriture et autres produits de première nécessité) dépasse les revenus. Ces pressions échappent souvent au contrôle des individus ou des familles : elles sont systémiques.

Les personnes âgées touchant un revenu fixe sont confrontées à une plus grande insécurité alimentaire à mesure que les coûts augmentent.

D'ici 2030, un adulte sur cinq à Ottawa sera une personne âgée^[2] — le groupe d'âge qui connaît la croissance la plus rapide en Ontario, avec des millions de personnes qui prendront leur retraite au cours des prochaines décennies^[3]. Pour plusieurs, ces années sont synonymes d'insécurité croissante. Depuis 2019, le nombre de visites des personnes âgées dans les banques alimentaires d'Ottawa a augmenté de 90 %. Pour garantir aux personnes âgées de vieillir en toute sécurité, au sein d'une communauté et dans la dignité, il faudra une attention et un engagement constants, ainsi qu'une réforme des systèmes.

Les familles biparentales exclues des aides au revenu sont confrontées à une insécurité alimentaire croissante.

En 2025, les familles biparentales représentaient près d'un tiers de la clientèle des banques alimentaires, contre 20 % en 2019. Bon nombre de ces ménages travaillent, louent un logement et élèvent des enfants, mais ne parviennent pas à faire face à l'augmentation des coûts du logement, de la garde d'enfants et des produits de première nécessité.

La forte augmentation du nombre de familles biparentales révèle un problème plus profond : plusieurs gagnent juste au-dessus du seuil d'admissibilité à l'aide financière, mais bien en dessous du coût réel de l'éducation des enfants à Ottawa.

De leur côté, les familles monoparentales et les adultes vivant seuls ou seules continuent de représenter une

grande partie de la clientèle. Comparativement à la composition des ménages à Ottawa^[4], les familles monoparentales et les adultes célibataires ont beaucoup plus recours aux banques alimentaires que leur part de la population ne le justifierait.

L'augmentation du nombre de visites aux banques alimentaires par les personnes nouvellement arrivées au Canada révèle des lacunes en matière d'établissement, d'emploi et de soutien social.

L'insécurité alimentaire chez les personnes nouvellement arrivées au Canada ne reflète pas leur capacité à contribuer ou leur droit à recevoir de l'aide, mais plutôt les inégalités et les obstacles inhérents aux systèmes d'établissement, d'emploi et d'aide sociale du Canada. De 2019 à 2025^[5], le nombre de visites aux banques alimentaires effectuées par des personnes nouvellement arrivées au Canada a presque doublé, et des recherches nationales montrent que près de 80 % de ce groupe de personnes qui se tournent vers les banques alimentaires sont au Canada depuis deux ans ou moins^[6].

Derrière ces chiffres se cachent des réfugiés qui reconstruisent leur vie, des étudiantes internationales qui jonglent entre leurs études et des emplois précaires, des travailleurs migrants qui soutiennent des secteurs essentiels et de nouvelles familles immigrantes qui contribuent énormément à la vitalité culturelle et économique d'Ottawa. Trop souvent, ces personnes sont confrontées à l'instabilité de l'emploi, à des logements inabordables, à des lacunes en matière de santé et de prestations sociales et à des difficultés pour faire reconnaître leurs compétences et leurs diplômes. Le racisme et la discrimination jouent également un rôle important en tant que déterminants sociaux de la santé des personnes nouvellement arrivées au Canada^[7], influençant leur accès aux soins de santé, à l'emploi et à la vie communautaire, et aggravant les inégalités qui sont à l'origine de l'insécurité alimentaire. À mesure que la population de personnes nouvellement arrivées au Canada augmente à Ottawa, il devient de plus en plus urgent de veiller à ce que les banques alimentaires demeurent des lieux d'accueil et de soutien inclusifs.

KUI REÇOIT LE SOUTIEN DE NOTRE RÉSEAU ?

40 %

sont des adultes vivant seuls ou seules

9 %

sont des personnes âgées

29 %

sont des familles biparentales

16 %

sont des familles monoparentales

11 %

déclarent que leur principale source de revenus est un emploi

50 %

vivent dans un logement privé (loué ou en propriété)

32 %

sont des personnes nouvellement arrivées au Canada

35 %

déclarent que leur principale source de revenus provient de l'aide sociale ou de prestations liées à un handicap

L'insécurité alimentaire est le symptôme de systèmes défaillants. Pour comprendre l'augmentation du nombre de visites, nous devons regarder au-delà des personnes qui franchissent nos portes et nous concentrer sur les raisons qui les poussent à venir, c'est-à-dire les tendances sociales et économiques plus larges qui façonnent le quotidien dans notre ville.

HISTOIRES DU RÉSEAU

Gloucester Emergency Food Cupboard (GEFC)

Depuis 1989, le GEFC opère dans l'est d'Ottawa, fournissant chaque mois une aide alimentaire d'urgence à plus de 2 000 résidents et résidentes. Le personnel et les bénévoles ont remarqué un changement : un nombre croissant de personnes qui fréquentent l'établissement sont nouvellement arrivées au Canada. Il s'agit de familles et d'individus qui contribuent à la vie communautaire par leur travail, leurs études, mais qui ont du mal à faire face à l'augmentation du coût de la vie.



« Nous avons déjà accueilli des vagues de nouveaux arrivants qui étaient des réfugiés provenant de pays déchirés par la guerre, comme la Syrie, l'Afghanistan, le Congo et l'Ukraine. Aujourd'hui, nous voyons davantage de personnes venir ici pour étudier ou travailler. Nous avons besoin de leurs compétences et nous les accueillons ici en leur promettant une vie épanouissante. Elles travaillent dur pour stabiliser leur situation et s'adapter, mais le coût du loyer et de la nourriture continue d'augmenter plus rapidement que leurs revenus. »

– ERIN O'MANIQUE, GLOUCESTER EMERGENCY FOOD CUPBOARD

SOUTENIR LES PERSONNES NOUVELLEMENT ARRIVÉES AU CANADA DANS NOTRE COMMUNAUTÉ

Le nombre de visites aux banques alimentaires par les personnes nouvellement arrivées au Canada a augmenté de 98 % depuis 2019.

16,3 %

des visites aux banques alimentaires sont effectuées par des personnes nouvellement arrivées au Canada en 2019

32,2 %

des visites aux banques alimentaires sont effectuées par des personnes nouvellement arrivées au Canada en 2025



Les systèmes défaillants à l'origine de l'insécurité alimentaire croissante

L'insécurité alimentaire survient lorsque le coût de la vie (logement, nourriture, garde d'enfants, soins de santé et autres produits de première nécessité) dépasse les revenus dont disposent les gens pour le couvrir. Les individus et les familles ont souvent peu de contrôle sur ces coûts, qui sont déterminés par les forces du marché

et les politiques gouvernementales. Des dépenses imprévues, comme des factures médicales, des réparations automobiles ou l'entretien de la maison, peuvent aggraver l'insécurité alimentaire. Voici un aperçu de la façon dont cette situation peut se manifester dans le quotidien.



Revenus, emploi et soutiens sociaux

À Ottawa, avoir un emploi ou un logement stable ne garantit pas la sécurité alimentaire. Les emplois précaires, à temps partiel et à bas salaire empêchent de nombreux ménages de faire face à l'augmentation du coût de la vie. Le salaire minimum est bien inférieur au salaire minimum vital à Ottawa, et pour les familles bénéficiant de l'aide sociale, l'écart est encore plus grand : le programme Ontario au travail et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées maintiennent depuis longtemps les bénéficiaires sous le seuil de pauvreté, obligeant plusieurs d'entre eux et elles à choisir entre le loyer et la nourriture.

Les personnes âgées et les personnes handicapées doivent faire face à des coûts supplémentaires pour les appareils d'aide à la mobilité, les soins à domicile et les régimes alimentaires spécialisés, tout en vivant avec un revenu fixe. En 2025, le coût mensuel d'une alimentation nutritive pour une famille de quatre personnes s'élève à 1 180 \$. Une famille de quatre personnes bénéficiant du programme Ontario au travail, après avoir payé un loyer moyen et le coût d'une alimentation saine, se retrouve avec un *déficit* mensuel. En raison de ces pressions, l'insécurité alimentaire devient une conséquence inévitable de revenus et de mesures de soutien qui ne correspondent pas au coût réel de la vie.

À Ottawa, une famille de quatre personnes bénéficiant du programme Ontario au travail est confrontée à un déficit mensuel de 1 017 \$ après avoir payé le loyer moyen pour nouveau locataire (2 831 \$) et le coût d'une alimentation nutritive de base (1 180 \$)^[8].

17,60 \$ 23,40 \$

salaire horaire
minimum^[9]

salaire horaire minimum
vital à Ottawa en 2025^[10]

Définition du salaire minimum vital

Revenu horaire dont une personne a besoin pour couvrir ses dépenses de base telles que l'alimentation, le logement, les transports, la garde d'enfants, les soins de santé et l'épargne pour les urgences.



Dépenses quotidiennes

Le coût des articles d'usage courant a grimpé en flèche au cours des dernières années, et bien que le taux de croissance se soit stabilisé, les revenus n'ont jamais suivi le rythme. Aujourd'hui, la population d'Ottawa continue de payer beaucoup plus par rapport à ses revenus qu'il y a cinq ans^[11].

73 %

des résidents et résidentes d'Ottawa ont réduit leurs achats en raison de l'inflation^[12]

Augmentation de 27,1 %

du prix de la nourriture entre juillet 2020 et juillet 2025^[14]

23 %

des ménages d'Ottawa ont déclaré que leur situation financière était mauvaise ou très mauvaise^[13]

Frais médians de 22 \$ par jour

pour la garde d'enfants en bas âge, contre 86 \$ par jour en 2024^[15]

Une famille de quatre personnes bénéficiant du programme Ontario au travail consacre^[16] :

67 %

de son revenu au loyer

48 %

de son revenu en nourriture



Coûts du logement

Les coûts du logement à Ottawa sont l'un des principaux facteurs de l'insécurité alimentaire. Lorsque la majeure partie du revenu est consacrée au loyer, l'alimentation est souvent la première dépense à être réduite. Une étude récente menée en Alberta montre clairement cette relation : plus de 60 % des familles qui ont trouvé refuge dans des centres d'hébergement à Calgary avaient auparavant recours à des banques alimentaires, et leur utilisation de ces dernières a fortement augmenté au cours de l'année précédant leur itinérance^[17]. En renforçant la sécurité alimentaire, nous réduisons également le risque d'expulsion et d'itinérance. Ottawa a réalisé des progrès dans la construction de logements abordables et avec services de soutien, mais comme beaucoup de villes canadiennes qui ont du mal à suivre le rythme, elle n'a pas encore atteint ses objectifs annuels, alors que les besoins ne cessent de croître.

CRISE DU LOGEMENT

**Augmentation
de 61,3 %**

des loyers mensuels médians depuis 2006, dépassant de loin la hausse des salaires^[16]

3 000

personnes vivant dans l'itinérance en 2024 (soit une augmentation de 78 % depuis 2018)^[19]

81 %

des refuges fonctionnent au-delà de leur capacité en 2024^[20]

Les banques alimentaires contribuent à prévenir l'itinérance.

LOGEMENT ABORDABLE

Plus de 1 000

ménages ont été logés à partir de la liste d'attente centralisée de la ville pour les logements abordables en 2024^[21]

Plus de 15 000

ménages étaient inscrits sur la liste d'attente pour un logement abordable en 2024^[22]

8 ans

est la durée d'attente moyenne pour accéder à un logement abordable^[23]



Infrastructures municipales

La sécurité alimentaire ne dépend pas seulement des revenus, mais aussi de la possibilité d'adopter un mode de vie abordable, qui inclut un logement accessible, des moyens de transport, de la nourriture, des services de garde d'enfants, des loisirs, etc. Les décisions en matière d'urbanisme et de zonage déterminent si des logements abordables, des épiceries et des ressources communautaires seront disponibles et accessibles. Lorsque les transports en commun sont inabordables ou peu fiables, ou lorsque les commodités essentielles sont trop éloignées, les familles doivent consacrer plus de temps et d'argent simplement pour subvenir à leurs besoins essentiels. Ces obstacles quotidiens rendent plus difficile le maintien d'un emploi, la prestation de soins aux enfants ou le maintien d'une bonne santé, et ils aggravent l'insécurité alimentaire dans toute la ville.

55 %

des organismes membres de notre réseau ont cité les transports comme le principal obstacle empêchant les membres de la communauté d'accéder à l'aide alimentaire en 2025

« Les banques alimentaires ne devraient pas être responsables de combler les lacunes de nos systèmes sociaux défaillants, mais nous sommes pourtant là, à voir ces lacunes se manifester chaque jour. Lorsqu'une personne n'a pas les moyens de faire ses courses parce que son loyer absorbe la majeure partie de son salaire ou que ses diplômes ne sont pas encore reconnus, il ne s'agit pas seulement d'un problème alimentaire, mais aussi d'un problème de logement, d'emploi et d'équité. »

– ERIN O'MANIQUE, GLOUCESTER EMERGENCY FOOD CUPBOARD

Tendances en matière de pauvreté

Les pressions exercées par les bas salaires, le logement inabordable et les lacunes dans les soutiens sociaux transparaissent dans les données : les taux de pauvreté ont augmenté au cours des dernières années, et certains groupes sont plus durement touchés que d'autres. Les gains réalisés grâce à l'allocation canadienne pour enfants et à la Prestation ontarienne pour enfants (depuis 2016), ainsi qu'aux aides d'urgence liées à la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), sont en train d'être perdus. Les familles monoparentales dirigées par une femme restent parmi les plus touchées. En Ontario, leur taux de pauvreté a fortement augmenté au cours des deux dernières années pour lesquelles des données sont disponibles (2022-2023)^[26]. La pauvreté et l'insécurité alimentaire touchent beaucoup plus les personnes nouvellement arrivées au pays, les Autochtones, les personnes de couleur et les personnes handicapées, reflétant ainsi des inégalités systémiques plus profondes^[27].

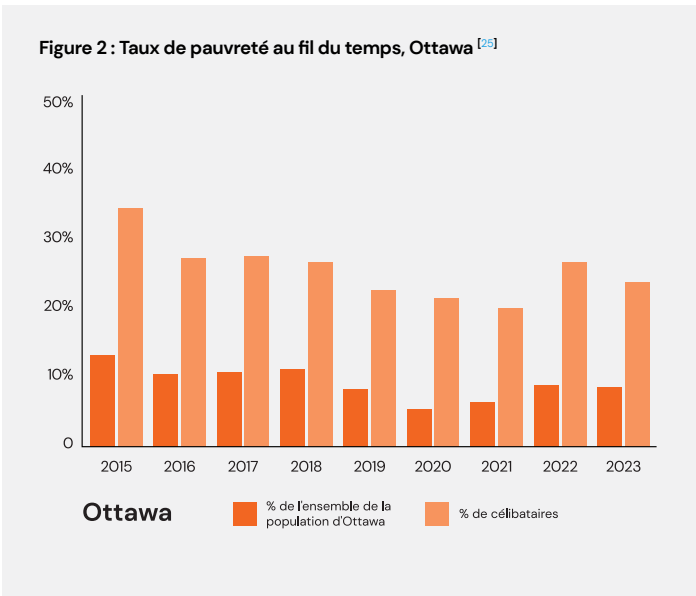
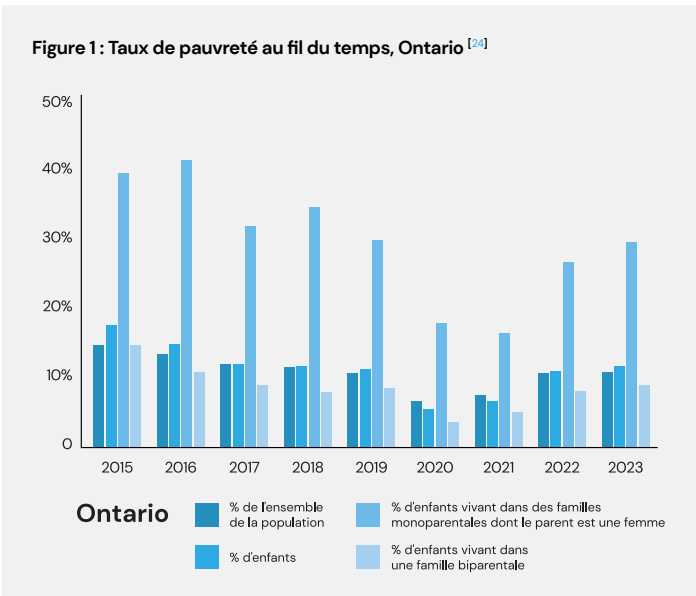
Les taux de pauvreté globaux se sont quelque peu stabilisés en 2023 par rapport à 2022, mais cela ne reflète pas toute la réalité. Les données officielles peuvent également sous-estimer l'ampleur réelle des besoins. Selon la mesure du panier de consommation, seuls 4 % des personnes âgées canadiennes vivent dans la pauvreté.

Cependant, l'indice de défavorisation matérielle révèle que 14 % des personnes âgées au Canada vivent dans la pauvreté^[28]. Il est important de résoudre cette divergence afin de bien comprendre les besoins de la communauté et de trouver des solutions efficaces.

Les banques alimentaires forment une réponse de première ligne aux défaillances systémiques. Pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire à Ottawa, il faut mettre en place de meilleurs systèmes qui permettent à toute la population de la capitale de vivre de façon abordable. Des changements politiques, allant de la réforme de l'aide sociale à l'augmentation du nombre de logements abordables, en passant par l'amélioration des transports en commun et l'instauration d'un salaire minimum vital, sont indispensables pour créer une ville où la sécurité alimentaire est assurée.

La pauvreté consiste à être privé du pouvoir, des ressources, des moyens et des choix nécessaires pour bénéficier d'un niveau de vie de base.

14 %
des personnes âgées vivent dans la pauvreté selon l'indice de défavorisation matérielle; 4 % selon la mesure du panier de consommation

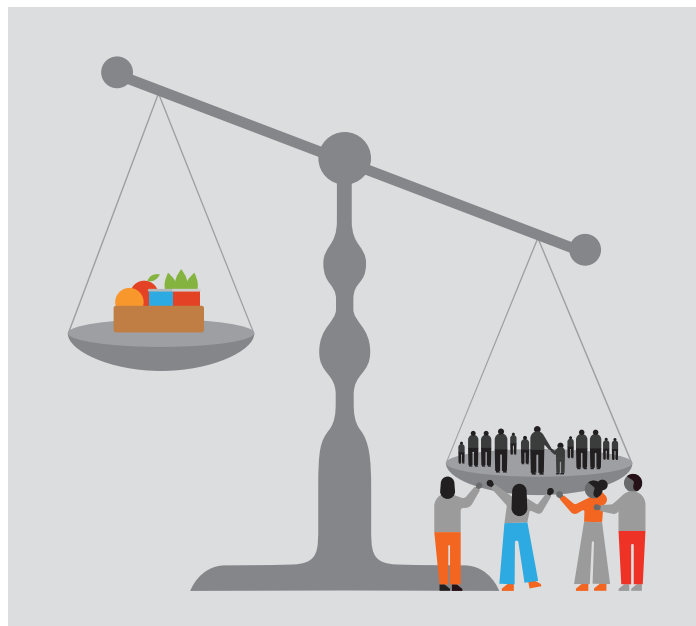


Dispersé, dédié à la défense des droits

En tant que premiers intervenants face à l'insécurité alimentaire, les organismes membres de notre réseau, à la Banque d'alimentation d'Ottawa, sont poussés à leurs limites. Une demande record s'est heurtée à une diminution des ressources, obligeant les organismes à faire des choix impossibles : réduire la taille des paniers alimentaires, dépenser davantage pour l'aide alimentaire d'urgence ou refuser de servir des gens.

Les difficultés signalées par les membres reflètent les tendances nationales^[29]. La majorité des organismes membres ont déclaré que leurs efforts de collecte de fonds n'étaient pas suffisants pour répondre aux besoins croissants. Plusieurs ont souligné le décalage entre les possibilités de financement disponibles et les réalités auxquelles ils sont confrontés sur le terrain. Ensemble, ces pressions ont des répercussions négatives, et le bien-être du personnel devient une préoccupation grandissante.

Les banques alimentaires sont en première ligne face à des systèmes défaillants, mais le réseau refuse de se contenter du statu quo. Près de la moitié des organismes membres de notre réseau s'engagent dans la défense des politiques et sont motivés à en faire davantage.



Ce mouvement grandissant reflète une vérité plus profonde : **ensemble nous savons que la charité seule ne suffira pas à résoudre le problème de l'insécurité alimentaire.** Ce sont les politiques qui permettront d'y remédier. La prochaine étape ne consiste pas à intensifier nos efforts, mais à faire entendre notre voix à l'hôtel de ville, à Queen's Park et sur la Colline du Parlement.

DES 71 ORGANISMES MEMBRES (2025) :

72 %

ont augmenté leurs achats alimentaires cette année en raison de l'insuffisance des dons alimentaires

72 %

ont réduit la quantité de nourriture dans les paniers afin de pouvoir aider davantage de ménages

58 %

ont déclaré que la charge de travail du personnel était insoutenable

29 %

ont dû refuser de servir des gens en raison d'un manque de nourriture

RESSOURCES EN DEMANDE

Lorsqu'on a demandé aux organismes membres de notre réseau ce dont ils avaient besoin pour répondre à la demande croissante d'aide alimentaire, la réponse a été claire : **tout**.

Plus de nourriture – 62 organismes
Plus de fonds – 53 organismes
Plus de bénévoles – 41 organismes
Plus de personnel – 35 organismes
Plus de temps – 33 organismes
Plus d'espace – 7 organismes

La situation à Ottawa

Ottawa est à la croisée des chemins. L'insécurité alimentaire n'a jamais été aussi élevée et les banques alimentaires sont sollicitées au-delà de leurs limites. Alors que l'insécurité alimentaire fait enfin l'objet de discussions politiques, les besoins sur le terrain continuent de croître.

La mairie a pris des mesures significatives pour faire face à l'urgence croissante de l'insécurité alimentaire. En 2024, le conseil municipal a adopté la [Stratégie de réduction de la pauvreté 2025-2029](#), qui repose sur cinq piliers : la sécurité alimentaire, l'emploi, la sécurité financière, l'inclusion économique et la stabilité du logement. La création d'un groupe de travail sur la sécurité alimentaire, codirigé par le Bureau de sécurité et de bien-être dans les collectivités, a constitué une étape importante dans la coordination des efforts à l'échelle communautaire et l'intégration d'une perspective axée sur la sécurité alimentaire dans les décisions politiques à l'échelle de la ville.

Ces progrès ont été rendus possibles grâce à la défense de la cause par la communauté. À la fin de l'année 2024, notre réseau a lancé une campagne visant à déclarer que l'insécurité alimentaire constituait une situation d'urgence à Ottawa. En septembre 2025, plus de 700 membres de la population avaient contacté leur conseiller municipal ou conseillère municipale et le maire. En réponse, le conseil municipal a adopté une motion engageant la Ville à [s'attaquer aux racines de l'insécurité alimentaire](#) par des mesures plus énergiques et une collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral.

La motion demande au personnel municipal :

- de plaider auprès des gouvernements provincial et fédéral en faveur d'une augmentation des prestations d'aide sociale indexées et d'une amélioration des aides à l'emploi;
- d'harmoniser ses efforts avec le *Plan décennal de logement et de lutte contre l'itinérance* d'Ottawa afin d'augmenter le nombre de logements très abordables et de logements avec services de soutien;
- de soutenir les pratiques d'embauche équitables, l'accès à un travail décent et les politiques contre le racisme dans les directions générales de la Ville;

- de s'associer à des organisations communautaires, notamment notre réseau, à la Banque d'alimentation d'Ottawa, en utilisant une approche axée sur les retombées collectives, afin d'amplifier la voix des personnes ayant une expérience vécue.
- Malgré ces progrès, le fossé entre les politiques et la réalité reste important. En 2025, le réseau des organismes membres a déclaré un budget de fonctionnement combiné de 158,4 millions de dollars. De ce montant, 36,9 millions de dollars, soit environ 23 %, provenaient de la Ville d'Ottawa. Bien que ce soutien soit essentiel, il laisse encore la plupart des coûts à la charge d'autres sources non durables. Près de la moitié des organismes ne reçoivent aucun financement de la part des pouvoirs publics et dépendent des dons privés pour continuer à fonctionner.



0 \$
Contributions du
gouvernement provincial

0 \$
Contributions du
gouvernement fédéral

L'insécurité alimentaire est un choix politique

L'insécurité alimentaire est le symptôme de systèmes qui ne fonctionnent pas.

Elle résulte d'un revenu insuffisant et de l'augmentation du coût des besoins fondamentaux, comme le logement, les transports et l'alimentation. Les circonstances de la vie qui limitent la capacité de gain ou l'accès à des services abordables, comme le fait d'être parent célibataire, la maladie ou le handicap, peuvent aggraver la situation.

Des politiques et des programmes solides peuvent aider.

Lorsque nos systèmes de santé et nos soutiens sociaux interviennent pour aider les personnes confrontées à des conditions de vie difficiles, ils peuvent prévenir les crises. Lorsqu'ils ne le font pas, les conséquences se font sentir non seulement par les individus, mais aussi par la communauté.

C'est pourquoi il est important de défendre la cause.

Le changement est possible, et il commence par la promotion de meilleures politiques à tous les ordres de gouvernement.

Nous avons constaté que les aides au revenu, comme la PCU ou la Sécurité de la vieillesse, réduisent considérablement l'insécurité alimentaire. Pour les adultes célibataires à faible revenu, le risque d'insécurité alimentaire est réduit de moitié lorsqu'ils ou elles deviennent admissibles à une pension et à un revenu de retraite^[30]. Lorsqu'on soutient les personnes qui font face aux plus grands obstacles, tout le monde en profite. Les coûts sociaux et économiques diminuent. Les résultats en matière de santé s'améliorent. Les communautés se renforcent.

Une année critique à venir

La mairie réalise des progrès encourageants, ce qui signifie que le moment est venu de maintenir la pression.

Lors des élections municipales d'octobre 2026, nous aurons l'occasion de déterminer la suite des événements. Ce sera également le moment de demander aux personnes candidates leur position sur l'insécurité alimentaire et la façon dont elles comptent atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie de réduction de la pauvreté.

- Allons-nous investir dans le logement?
- Allons-nous fournir un financement stable aux organisations communautaires?
- Allons-nous passer de réponses caritatives à des solutions systémiques?

Les prochaines élections sont l'occasion de militer pour une ville où de bonnes politiques sont mises en œuvre et où personne ne connaît la faim.

Nous appelons les administrations municipales

Les administrations municipales ne peuvent pas résoudre seules le problème de l'insécurité alimentaire, mais elles disposent de leviers puissants. L'action municipale peut stabiliser les aides de première ligne, prévenir les déplacements et amplifier la pression sur les ordres de gouvernement supérieurs en réalisant ce qui suit :



Financer la sécurité alimentaire de manière durable

- Élargir l'admissibilité au Fonds pour la durabilité;
- Augmenter l'enveloppe financière du Fonds pour la durabilité;
- Indexer le financement disponible pour les coûts d'exploitation spécifiques au secteur en fonction de l'inflation;
- Veiller à ce que le financement puisse être utilisé pour les opérations de base et le personnel qualifié.

Le financement public actuel ne couvre qu'une fraction du réseau de sécurité alimentaire d'Ottawa. Des 71 organismes membres de notre réseau, 20 reçoivent [un financement du Fonds de viabilité](#) de la Ville pour soutenir leurs programmes alimentaires, ce qui couvre 7 % du budget de fonctionnement total du réseau. Les petites organisations et celles qui luttent pour l'équité, qui viennent en aide aux populations les plus démunies, se retrouvent souvent avec un financement disproportionnellement insuffisant. Pour que les programmes alimentaires puissent répondre à la demande croissante et fournir des services de manière équitable, les critères d'admissibilité et l'enveloppe budgétaire globale doivent être élargis et refléter les réalités opérationnelles des banques alimentaires membres. Autrement dit, elles doivent avoir la capacité d'embaucher du personnel qualifié, de payer leurs frais de fonctionnement et de suivre le rythme des coûts réels. Ces mesures permettraient de stabiliser les services alimentaires et les services connexes essentiels, rendant ainsi le secteur de la sécurité alimentaire d'Ottawa plus inclusif et plus durable.



Protéger les logements très abordables

Ce sont désormais plus de 15 000 ménages qui sont inscrits sur la liste d'attente pour un logement social, avec un délai d'attente de près de huit ans. L'adoption d'un règlement municipal sur les rénovictions, l'acquisition proactive d'immeubles à loyer modéré menacés par la spéculation et la construction de logements très abordables sur des terrains publics permettraient d'éviter les déplacements forcés et de réduire l'insécurité alimentaire.



Rendre les transports en commun abordables et accessibles

Les transports constituent le principal obstacle auquel se heurtent les membres de la communauté pour accéder à l'aide alimentaire, comme l'ont indiqué 55 % des organismes membres. Étendre le programme EquiPass en simplifiant les modalités d'inscription et en améliorant les itinéraires dans les quartiers prioritaires permettrait à la population de se rendre dans les établissements proposant des programmes alimentaires et des soins de santé, ainsi que sur leur lieu de travail.



Être un allié solide

Il faut poursuivre les efforts entrepris par le conseil en septembre 2025 pour promouvoir des mesures provinciales et fédérales visant à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, notamment des mesures concernant le revenu, le logement et l'aide à l'emploi.



Fixer un objectif municipal pour mettre fin à l'insécurité alimentaire chronique

Nous devons nous engager à éliminer l'insécurité alimentaire à Ottawa d'ici 2050 avec notre réseau.

Nous appelons le gouvernement provincial

L'Ontario dispose des leviers les plus puissants pour lutter contre la pauvreté, mais ses politiques actuelles aggravent l'insécurité alimentaire. La province doit absolument agir :



Augmenter et indexer les taux d'aide sociale

- Doubler les taux du programme Ontario au travail en guise de référence, relever les taux du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) au-dessus du seuil de pauvreté et indexer les deux sur l'inflation.



Investir dans les aides au logement et au loyer

- Élargir l'Allocation Canada-Ontario pour le logement afin d'aider davantage de ménages à se payer un loyer selon le marché.
- Renforcer la protection des locataires, notamment en limitant les augmentations de loyer supérieures aux directives et en imposant des sanctions plus sévères en cas d'expulsions illégales, afin de réduire les déplacements et la dépendance à l'égard des banques alimentaires.



Protéger les citoyens contre la perte prématurée de leurs prestations

- Exempter les aides fédérales comme l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada (RPC) et l'allocation canadienne pour enfants (ACE) de toute déduction à hauteur du montant reçu au titre du programme Ontario au travail et du POSPH.
- Simplifier les critères d'admissibilité et réduire les « effets de seuil » par lesquels les prestations sont brusquement arrêtées lorsque les bénéficiaires acceptent un emploi peu rémunéré, les piégeant ainsi dans la pauvreté.



Moderniser la stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario

- Utiliser de meilleurs indicateurs de progrès en matière de réduction de la pauvreté, comme le bien-être matériel ou la diminution du nombre de visites aux banques alimentaires, plutôt que le statut d'emploi, qui ne garantit pas la sécurité alimentaire.
- Élargir l'accès aux mesures de soutien en matière de santé, de mobilité et d'inclusion numérique (allocations pour régime alimentaire spécial, transport, accès à Internet).



Nous appelons le gouvernement fédéral

La politique fédérale façonne les conditions structurelles qui sont à l'origine de l'insécurité alimentaire à l'échelle nationale. Le gouvernement fédéral doit agir en utilisant ses leviers uniques :



Réformer l'assurance-emploi et les aides au revenu

- Élargir l'accès à l'assurance-emploi pour les personnes occupant des emplois précaires et occasionnels en abaissant les seuils de cotisation et de durée.
- Améliorer l'Allocation canadienne pour les travailleurs, et augmenter et indexer l'allocation canadienne pour enfants.



Statut et protection des Néo-Canadiens et des Néo-Canadiennes

- Créer des voies inclusives vers la résidence permanente pour les résidentes et résidents temporaires de longue date, y compris les personnes migrantes qui travaillent, les étudiantes et étudiants étrangers et les personnes sans papiers, afin de leur permettre d'accéder aux soins de santé, aux prestations de logement et aux services sociaux.
- Investir dans la reconnaissance des titres de compétences et dans les aides à l'établissement et à l'emploi afin de réduire l'exploitation et d'améliorer la sécurité du revenu.
- Maintenir un financement stable et pluriannuel pour les organisations au service des personnes immigrées, en prévoyant une aide transitoire en cas de réduction budgétaire, afin d'éviter toute interruption des aides à l'apprentissage de la langue, à l'emploi, à l'installation et à l'intégration sociale.



Renforcer la Prestation canadienne pour les personnes handicapées (PCPH)

- Augmenter la valeur de la PCPH au-delà des 200 \$ par mois actuellement versés aux bénéficiaires admissibles et la protéger contre les récupérations.
- Réformer le processus de demande du crédit d'impôt pour personnes handicapées afin d'élargir l'admissibilité et de réduire les obstacles.



Développer le logement très abordable

- Les transferts fédéraux et les fonds pour les dépenses de capital déterminent le rythme de l'offre de logements. Il faut donc doubler l'objectif fédéral en matière d'offre de logements sociaux.
- Engager un financement à long terme pour les acquisitions et la préservation des logements à but non lucratif.



Fixer un objectif national de réduction de l'insécurité alimentaire

- S'engager à réduire l'insécurité alimentaire des ménages de 50 % d'ici 2030, conformément à l'objectif national proposé par Banques alimentaires Canada. Sans le leadership du gouvernement fédéral, l'insécurité alimentaire continuera d'être une urgence peu évoquée au Canada.
- Créer un plan interministériel assorti d'indicateurs et d'échéanciers contraignants pour suivre les progrès réalisés.

Votre contribution

Défendez la cause dans votre région :

Partagez les faits.

Plus d'un ménage sur quatre à Ottawa est en situation d'insécurité alimentaire. Parlez-en dans vos réseaux et sur les réseaux sociaux. Plus nous mettons en lumière cette urgence, plus il sera difficile pour les décideurs de l'ignorer.

Remettez les mythes en question.

La faim n'est pas causée par une mauvaise gestion budgétaire ou des choix individuels, mais par un problème systémique lié à des revenus insuffisants, des logements inabordables et des mesures de soutien publiques déficientes.

Faites entendre votre voix.

Appelez, envoyez un courriel ou rencontrez votre conseiller municipal, votre députée provinciale et votre député fédéral. Demandez-leur : que faites-vous pour réduire l'insécurité alimentaire à Ottawa? Vous engagerez-vous à mettre en œuvre des politiques visant à augmenter les revenus, à développer l'offre de logements abordables et à protéger les locataires?

Votez en tenant compte de la sécurité alimentaire.

Les élections municipales d'octobre 2026 sont l'occasion d'élire des dirigeants et dirigeantes qui prennent au sérieux l'insécurité alimentaire. Demandez aux personnes candidates quelle est leur position et demandez-leur des comptes.

Favorisez les solutions communautaires :

Faites du bénévolat ou donnez des ressources aux programmes alimentaires locaux.

Soutenez le changement systémique en aidant les organisations qui s'attaquent aux causes profondes de l'insécurité alimentaire : défense des locataires, centres de santé et de ressources communautaires, aide juridique, coalitions de lutte contre la pauvreté, réseaux de défense des droits des personnes handicapées.

Prenez des nouvelles des membres de votre communauté, en particulier les personnes âgées, les personnes nouvellement arrivées au pays ou les adultes célibataires qui pourraient souffrir en silence d'insécurité alimentaire.



ENDNOTES

- 1 SANTÉ PUBLIQUE ONTARIO. *Snapshot de l'insécurité alimentaire des ménages*, [En ligne], 2025.
- 2 VILLE D'OTTAWA. *Plan relatif aux personnes âgées – Rapport sur « Ce que nous avons appris »*, [En ligne], 2025
- 3 GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO. *Projections démographiques pour l'Ontario, 2024–2051*, [En ligne], 2025.
- 4 STATISTIQUE CANADA. *Profil du recensement, Recensement de la population de 2021*, [En ligne], 2023.
- 5 BANQUE D'ALIMENTATION D'OTTAWA. Mars 2025. D'après les décomptes annuels effectués au mois de mars.
- 6 BANQUES ALIMENTAIRES CANADA. *Les données de Banques alimentaires Canada remettent en question les hypothèses sur la situation des nouveaux arrivants*, [En ligne], 2025.
- 7 NAIDU, Jessica, Elizabeth Oddone PAOLUCCI et Tanvir Chowdhury TURIN. *Racism as a Social Determinant of Health for Newcomers towards Disrupting the Acculturation Process*, [En ligne], 2023.
- 8 SANTÉ PUBLIQUE OTTAWA. *Surveillance de l'accessibilité alimentaire à Ottawa : Panier d'aliments nutritifs 2025*, [En ligne], 2025.
- 9 GOUVERNEMENT DU CANADA. *Taux de salaire minimum général actuels et à venir au Canada*, [En ligne], 2025. [minwage=salairemin.service.canada.ca/fr/general.html]
- 10 ONTARIO LIVING WAGE NETWORK. *Rates*, [En ligne], 2025.
- 11 STATISTIQUE CANADA. *Indice des prix à la consommation, juillet 2025*, [En ligne], 2025.
- 12 VILLE D'OTTAWA. *Données sur la situation actuelle de la pauvreté à Ottawa*, [En ligne], 2024.
- 13 Ibid.
- 14 STATISTIQUE CANADA. *Indice des prix à la consommation, juillet 2025*, [En ligne], 2025.
- 15 PASSAFIUME, Alessia. « *Ottawa not on track to meet 2026 deadline for \$10-a-day child care: report* », CBC News, [En ligne], 9 juillet 2025.
- 16 SANTÉ PUBLIQUE OTTAWA. *Surveillance de l'accessibilité alimentaire à Ottawa : Panier d'aliments nutritifs 2025*, [En ligne], 2025.
- 17 JADIDZADEH, A. et R. KNEEBONE. *Food bank use prior to homelessness, The School of Public Policy Publications*, [En ligne], 27 juin 2025.
- 18 VILLE D'OTTAWA. *Évaluation des besoins en logements*, [En ligne], 2024.
- 19 Ibid.
- 20 Ibid.
- 21 VILLE D'OTTAWA. *Rapport d'étape 2024 : Plan décennal de logement et de lutte contre l'itinérance (2020–2030)*, [En ligne], 2025.
- 22 Ibid.
- 23 VILLE D'OTTAWA. *Évaluation des besoins en logements*, [En ligne], 2024.
- 24 STATISTIQUE CANADA. *Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique*, [En ligne], 2025.
- 25 Ibid.
- 26 Ibid.
- 27 DIONNE, Marc-Antoine, et Lucie RAYMOND-BROUSSEAU. « *Pauvreté économique extrême : exploration des dimensions de la pauvreté au Canada* », *Statistique Canada*, [En ligne], 6 février 2025.
- 28 OPTIONS POLITIQUES. *The case for using several ways to measure the economic reality of older adults*, [En ligne], 2025.
- 29 UNIVERSITÉ CARLETON. *Mental Health in the Charitable Sector: A Growing Concern*, [En ligne], 2024.
STATISTIQUE CANADA. *Changement du niveau global de la demande et de la capacité de l'organisme sans but lucratif à répondre à la demande pour des services ou des produits, 2023*, [En ligne], 2023.
- JENSEN, Emily. « *Quelles tendances influenceront sur les organismes de bienfaisance et les OBNL dans le deuxième trimestre de 2025?* », *Imagine Canada*, [En ligne], 1 mai 2025.
- 30 PROOF. *What can be done to reduce food insecurity in Canada?*, [En ligne], s.d.

MÉTHODOLOGIE

Chaque année en mars, notre réseau participe au Bilan-Faim, l'enquête mandatée et conçue par Banques alimentaires Canada. Les données recueillies sont généralement des informations démographiques, telles que l'âge, le sexe et la composition des ménages. Elles comprennent également certaines questions psychographiques facultatives, telles que la source de revenus, le niveau d'éducation et le type de logement. Le mois de mars a été choisi comme période optimale pour mener l'enquête auprès des banques alimentaires à travers le pays, car il s'agit d'un mois sans particularité, sans pic ni creux prévisible. Les données sont recueillies auprès de notre réseau de 71 organismes membres et 98 programmes alimentaires à l'aide d'une base de données sécurisée gérée par notre équipe, appelée Link2Feed. La consultation des données des clients est réservée aux membres du personnel et aux bénévoles des organismes ayant reçu une formation et une autorisation à cet effet.

REMERCIEMENTS

Ce rapport reflète l'engagement commun de nombreux contributeurs qui travaillent ensemble pour renforcer la sécurité alimentaire dans notre communauté. Notre réseau d'organismes membres a généreusement offert son temps, ses connaissances et ses données, contribuant ainsi à mieux comprendre les défis auxquels nous faisons face et les possibilités qui s'offrent à nous. Les contributions de ces organismes, ainsi que les efforts de nombreux partenaires, garantissent que les conclusions de ce rapport sont fondées sur des expériences réelles et permettront d'élaborer des solutions pratiques et collaboratives. Les connaissances recueillies ici visent non seulement à éclairer les décisions d'aujourd'hui, mais aussi à guider les efforts de demain vers une ville plus équitable, mieux coordonnée et offrant une plus grande sécurité alimentaire.

Nous remercions nos partenaires municipaux, provinciaux et fédéraux, notamment la Ville d'Ottawa, Santé publique Ottawa, Feed Ontario et Banques alimentaires Canada, pour leur contribution, leur collaboration et leur soutien.

RÉDACTION

Alex Noreau, Celia Lee, Katie Lore, et Rachael Wilson

CONTRIBUTEURS ET CONTRIBUTRICES

Anne Millar, Apirah Nithiyanathan, Cindy Warren, Dylan-Marie Butler, Farah Mustafa, Lauren Whalen, et Tricia Johnson

CONCEPTION

Frances Motta

- les prix de l'alimentation, du logement, du transport, et des services essentiels augmentent d'une manière inquiétante et cela affecte de plus en plus nos vies surtout avec le manque d'opportunités du travail

pour mieux aider la population il faut tenir compte de leurs besoins. surtout pour les enfants.

le gouvernement doit augmenter le salaire pour permettre à la population de survivre à cette inflation

le prix des aliments sont chers, j'ai pas assez de moyen par moi, c'est très aimable et une grande aide.

j'ai de la difficulté à arriver à la fin du mois, c'est pour cela que je viens au food bank.

le coût de la vie, tout est extrêmement cher et le loyer en particulier est le plus gros problème, les salaires ne sont pas alignés avec le loyer et les coûts.

- Famille de 5 pas encore d'emploi d'où la nécessité de la banque elle nous aide à nous nourrir et aussi nos enfants. Il est donc bon de donner en plus surtout pour les familles à faible revenu. Merci pour tout.



**Il n'y a pas de
Banque d'alimentation
d'Ottawa sans Ottawa.**